



Communiqué

L'Union Départementale CGT de Loire Atlantique ne peut rester sourde au déchainement de violence qui a lieu depuis 4 jours maintenant sur le site de l'ex projet d'aéroport à NDDL.

La décision d'intervention pour déloger des occupants doit respecter le droit certes mais aussi l'intégrité humaine.

Ce déploiement militaire est sans précédent en France depuis des décennies, avec 2500 militaires, des véhicules blindés, des drones, hélicoptère et des engins de génie civil.

Comme nous l'avons affirmé depuis des années, l'usage de la force n'est pas une réponse pertinente pour sortir par le haut d'un projet mal pensé, que le gouvernement lui-même a décidé de stopper.

L'utilisation d'armes détonantes très puissantes, de flashball, de grenades de désencerclement à outrance fait peser le risque d'un nouveau drame. La volonté est de marquer les corps : c'est intolérable et potentiellement criminel.

Ce ne peut être une réponse ni valable ni légitime pour arriver à des objectifs qui ne sont pas clairs.

Les charges et violences contres des manifestants pacifiques donnent le sentiment d'un aveuglement qui porte en lui la volonté d'anéantir les revendications quelles qu'elles soient.

Cette méthode qui sévit aussi dans les universités, devant les lycées, dans les manifestations syndicales est la marque d'un pouvoir autoritaire qui entend se passer de tout débat démocratique. Les interventions policières pour museler le mouvement étudiant, qui est en devenir contrairement aux propos minorants du président, marque la peur du pouvoir d'un puissant mouvement de la jeunesse qui pourrait fédérer de larges pans de la contestation aux politiques de destruction de notre modèle social solidaire. La force n'a pas sa place dans les lieux de savoir et d'émancipation.

Elle n'a rien à faire non plus dans la rue où le droit de manifester est contesté comme jamais, à Nantes notamment. Les associations de défenses des libertés mais aussi les médias relayent désormais la présence de dispositifs policiers surdimensionnés et des interventions violentes, inadaptées au maintien de la paix. La surenchère de la tension est une stratégie qui vise à décrédibiliser les luttes. C'est le choix qu'à fait le pouvoir politique en place.

Cette intransigeance engendre inévitablement des réactions, dans le camp des opposants, qui servent ensuite à légitimer par les pouvoirs publics un usage encore plus important de la force.

Cette spirale est dangereuse. Elle sert à opposer les populations, les générations, les salariés. Elle mène à attiser les haines et les passages à l'acte de groupes violents d'extrême droite, décomplexés par un aval implicite de l'Etat.

La CGT demande l'arrêt immédiat des violences sur la ZAD comme sur tous les lieux de luttes des jeunes et des salariés, et le retour à l'état de paix civile et de débat contradictoire.

Nantes le 12 avril 2018